

Une étude



pour



Les enjeux de l'habitat lors du vote des Français au 1^{er} tour de l'élection présidentielle

Avril 2022

Jean-Daniel Lévy, Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion

Rémy Broc, Chef de groupe au Département Politique - Opinion

Rosalie Ollivier, Chargée d'études au Département Politique – Opinion



Sommaire

Méthodologie d'enquête	P.3
Une préférence pour l'étalement urbain au détriment de la densification	P.7
Le logement, une affaire locale aux yeux des Français	P.11
Des Français qui attendent le soutien de l'État face à une hausse des prix	P.15

Méthodologie d'enquête



Enquête réalisée **en ligne** le **10 avril 2022**, jour du premier tour de l'élection présidentielle.



Échantillon de **7 171** personnes représentatif des Français âgés de 18 ans et plus.



- Méthode des quotas appliquée aux variables suivantes : **sexe**, **âge**, **catégorie socioprofessionnelle** et **région** de l'interviewé(e).
- Redressement politique effectué sur la base **des résultats réels** au 1er tour de l'élection présidentielle 2022.



- Les chiffres présentés sont exprimés en pourcentage.
- Les chiffres en italique sont ceux qui apparaissent significativement au-dessus de la moyenne.
- Nous définissons 5 populations selon leur lieu d'habitation :
 - Habitants de **zones rurales** : *agglomérations de moins de 2 000 habitants*
 - Habitants de **petites agglomérations** : *de 2 000 à 20 000 habitants*
 - Habitants d'**agglomérations moyennes** : *de 20 000 à 100 000 habitants*
 - Habitants de **grandes agglomérations** : *100 000 habitants ou plus (sauf l'agglomération parisienne)*
 - Habitants de l'**agglomération parisienne**

Intervalle de confiance

L'intervalle de confiance (parfois appelé « marge d'erreur ») permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la valeur observée et la taille de l'échantillon. Si le calcul de l'intervalle de confiance concerne les sondages réalisés avec la méthode aléatoire, il est communément admis qu'il est proche pour les sondages réalisés avec la méthode des quotas.

Taille de l'échantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100 interviews	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10
200 interviews	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300 interviews	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400 interviews	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500 interviews	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600 interviews	1,8	2,4	3,3	3,8	4,0	4,1
800 interviews	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
1 000 interviews	1,4	1,8	2,5	2,9	3,0	3,1
2 000 interviews	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,3
3 000 interviews	0,8	1,1	1,5	1,7	1,8	1,8
4 000 interviews	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6 000 interviews	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4

Note de lecture : dans le cas d'un échantillon de 6 000 personnes, si le pourcentage mesuré est de 10%, la marge d'erreur est égale à 0,8. Il y a donc 95% de chance que le pourcentage réel soit compris entre 9,2% et 10,8% (plus ou moins 0,8 point).

Principaux enseignements (1/2)

Une préférence pour l'étalement urbain au détriment de la densification

- Face à la nécessité de créer des logements supplémentaires, les Français sont loin d'être unanimes sur la marche à suivre. Néanmoins, à leurs yeux, la construction implique d'abord un étalement de l'habitat : d'une part, **37% affirment qu'il ne faut pas construire dans les grandes villes et les métropoles**, probablement car celles-ci leur paraissent déjà assez denses et ne peuvent pas accueillir davantage d'habitants à leurs yeux. D'autre part, les Français privilégient **la construction de maisons individuelles** au détriment de constructions plus verticales comme les immeubles. Enfin, les **surélévations d'immeubles n'apparaissent que rarement comme un recours envisageable**, même dans les grandes villes (19%).
- Tout se passe donc comme si, aux yeux des Français, l'étalement était privilégié au détriment de la densification de l'habitat : soit parce qu'ils n'ont pas le réflexe d'y voir une solution efficace, soit parce qu'ils ne souhaitent pas renoncer à l'idéal de la maison individuelle, avec lequel la densification paraît peu compatible. Et en effet, **la majorité des Français** – y compris chez les profils les plus citadins – **privilégient l'espace à la proximité d'un centre-ville** pour leur lieu d'habitation.
- Dans tous les cas, les Français sont sensibles à la fois à la nécessité de loger tout le monde et à celle de préserver les espaces naturels : c'est pourquoi une majorité d'entre eux souhaitent trouver **un compromis** entre ces deux objectifs opposés.

Le logement, une affaire locale aux yeux des Français

- En matière de logement, **74% des Français indiquent faire confiance aux communes**, un niveau de confiance nettement majoritaire **qui contraste avec celui accordé à l'État** en la matière (39%). Entre les deux, les échelons administratifs intermédiaires recueillent la confiance d'environ 6 Français sur 10. Ce gradient de confiance se dessine encore plus nettement chez les habitants de zones rurales et de petites agglomérations, tandis qu'il est moins présent chez les plus citadins.
- Plus confiants dans les communes sur le sujet du logement, les Français leur attribuent plus naturellement qu'aux autres échelons **les missions liées à la construction** (délivrance des permis de construire, définition des terrains éligibles), mais aussi la gestion des logements sociaux (conditions d'attribution d'un logement social). À propos des **conditions d'attribution de certains avantages financiers** visant à faciliter l'accès à la propriété (prêts à taux zéro, crédits d'impôts), les Français sont **plus partagés** quant à savoir qui doit les gérer.

Principaux enseignements (2/2)

Des Français qui attendent le soutien de l'État face à une hausse des prix

- Face à l'impact anticipé de la guerre en Ukraine sur les prix en France, et dans un contexte déjà inflationniste, les Français **redoutent la hausse des prix des matières premières**. En particulier, ils redoutent l'effet de la guerre sur **le prix des carburants** – 59% se déclarant « très inquiets » à ce propos, et jusqu'à 65% chez les ruraux.
- Très inquiets donc, les Français attendent des mesures de la part de l'État pour réguler les prix : en particulier, **47% souhaitent que l'État régule le prix des matériaux de construction**.

Quelles attentes pour les différents électorats ?

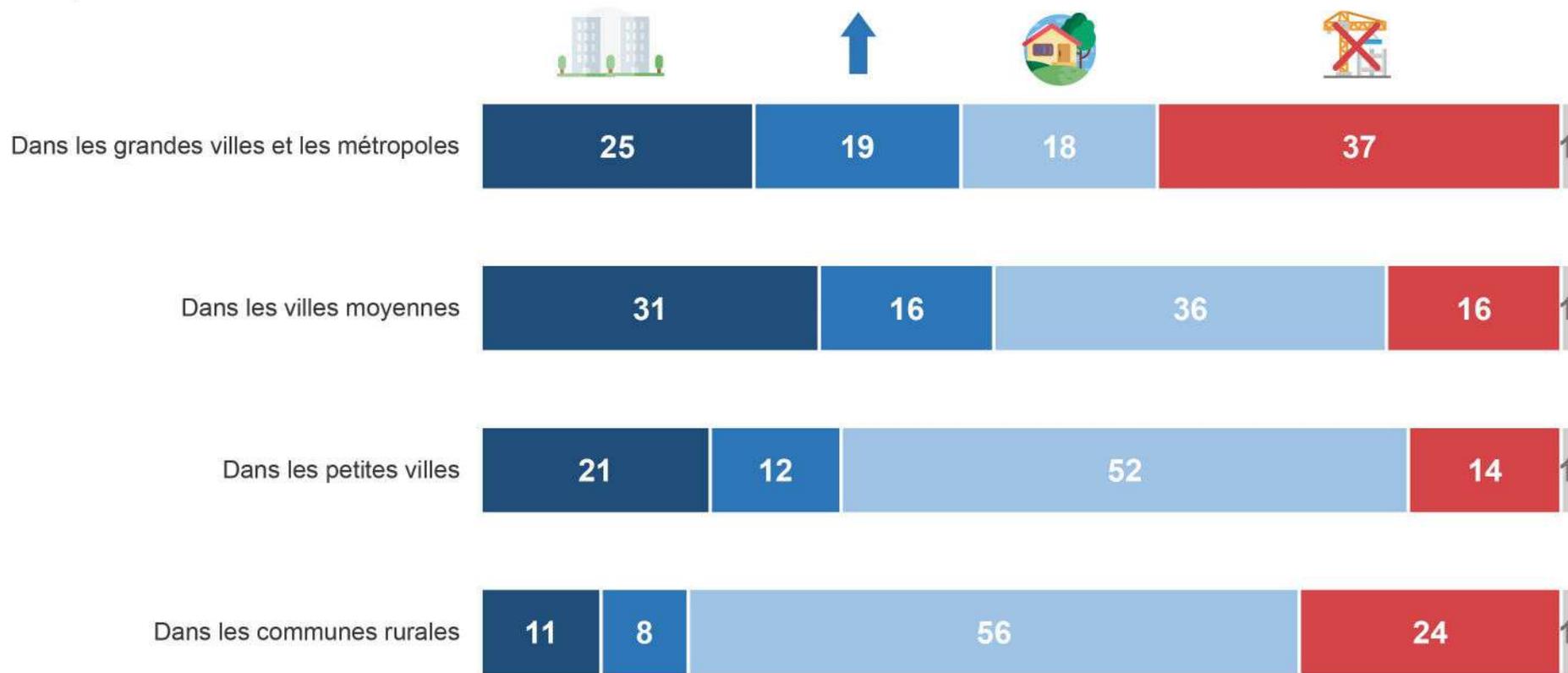
- Sur l'ensemble des enjeux d'habitat évoqués, les **électeurs d'Emmanuel Macron** s'avèrent **relativement proches de la moyenne des Français**. Notamment, ils attendent une régulation des prix de l'énergie (carburants, électricité et gaz) au même niveau que l'ensemble des Français. Cependant, ils expriment moins d'attentes que le reste de la population quand il s'agit du tarif des produits alimentaires de base ou des prix de l'immobilier – à la location comme à l'achat.
- Les **électeurs de Marine Le Pen**, quant à eux, se distinguent nettement du reste des Français. Face à la menace de l'inflation, ce sont **eux qui demandent le plus fermement une régulation de la part de l'État**, quel que soit le secteur : dans l'énergie, mais aussi pour les produits alimentaires et dans le secteur immobilier. Des attentes qui distinguent clairement l'électorat Le Pen de l'électorat Zemmour, nettement moins demandeur.
- Globalement, les **électeurs de Jean-Luc Mélenchon** manifestent les mêmes attentes – légèrement plus marquées cependant – que le reste des Français au sujet de la régulation des prix par l'État : carburants, électricité, gaz, produits alimentaires... En revanche, 64% d'entre eux attendent une régulation du **prix des loyers** (contre 53% en moyenne), ce qui en fait l'électorat où cette demande est la plus forte.

Une préférence pour l'étalement urbain au détriment de la densification

Aux yeux des Français, la construction de logements supplémentaires semble passer par un étalement urbain : ainsi, 37% estiment qu'on ne peut pas construire davantage dans les grandes villes. Dans les espaces moins denses, ils privilégient nettement les maisons individuelles. Enfin, augmenter la hauteur des habitations existantes n'apparaît pas comme une solution très prometteuse quel que soit l'environnement

Selon les estimations démographiques actuelles, la population en France va augmenter dans les décennies à venir. Parmi les solutions suivantes, laquelle serait à privilégier selon vous pour loger plus de gens en France dans chacun de ces types de territoire ?

- À tous, en % -



Quelle que soit leur taille d'agglomération, les Français ont des opinions similaires au sujet des solutions à privilégier pour créer des logements supplémentaires

- Construire davantage d'immeubles
- Augmenter la hauteur des bâtiments existants en ajoutant des étages
- Construire davantage de maisons individuelles
- Ce n'est pas dans ce type de territoire qu'il faut construire davantage / loger plus de gens
- Ne se prononce pas

Une nette majorité de Français (65%) privilégie l'espace au détriment de la proximité d'un centre urbain, et encore davantage chez les familles, ainsi que dans les zones rurales et petites agglomérations

Parmi ces affirmations, laquelle se rapproche le plus de votre opinion ?

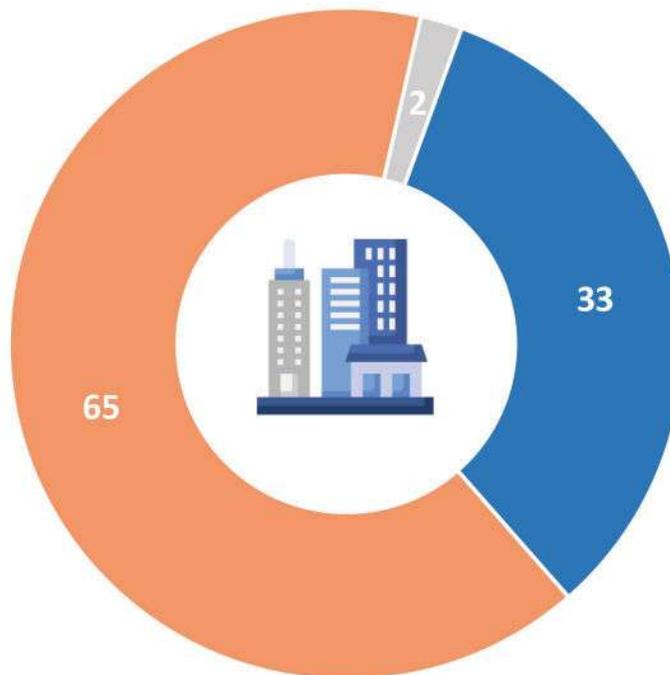
- À tous, en % -

Vous préférez vivre dans un espace plus grand même s'il est plus loin du cœur de la ville

En couple avec enfant(s) : 73%
Électorat de Y. Jadot : 71%
Électorat de M. Le Pen : 68%



Ne se prononce pas



Vous préférez vivre dans un espace plus proche du cœur de la ville même s'il est plus petit

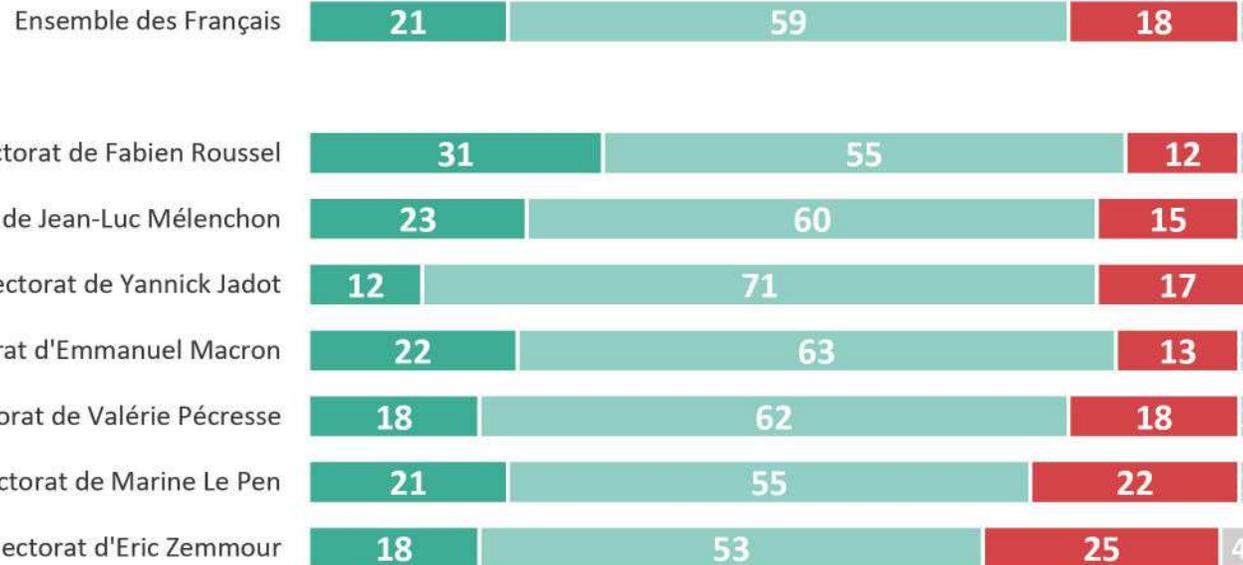
Électorat d'E. Macron : 40%
Électorat de V. Pécresse : 42%

Dans l'ensemble, les Français adoptent le plus souvent une position de compromis entre la nécessité de loger et celle de préserver les espaces naturels. Les électeurs de Fabien Roussel mettent un peu plus l'accent sur la construction de nouveaux logements, quand les électeurs d'extrême-droite insistent plutôt sur celle de préserver les espaces naturels

Parmi ces affirmations, laquelle se rapproche le plus de votre opinion ?

- À tous, en % -

- Il est nécessaire de construire davantage de logements pour pouvoir loger tout le monde à un prix raisonnable
- Il est nécessaire de construire de nouveaux logements, mais il faut limiter le nombre de constructions pour préserver le plus possible les espaces naturels
- Il ne faut plus construire de nouveaux logements, mais préserver les espaces naturels à la place
- Ne se prononce pas



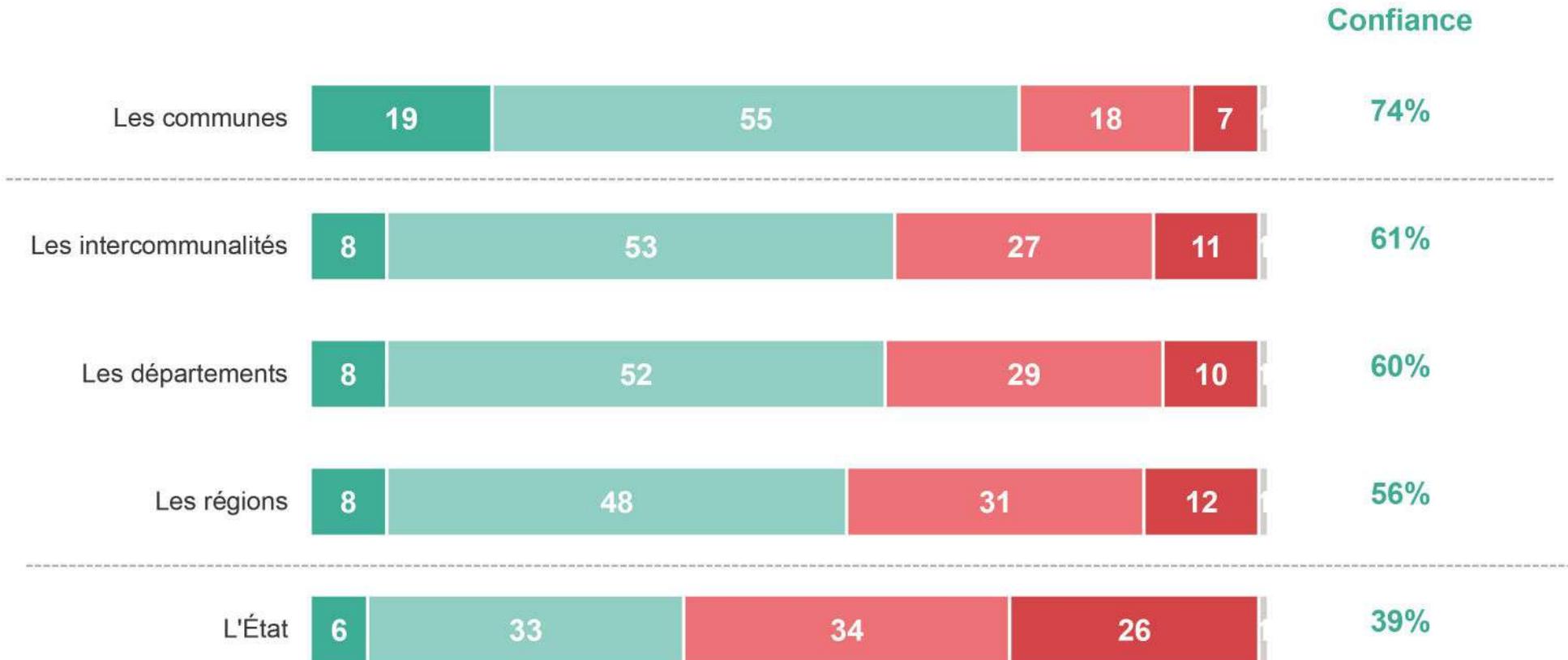
Quelle que soit leur taille d'agglomération, les Français ont des opinions similaires sur la question

Le logement, une affaire locale aux yeux des Français

Près de 3 Français sur 4 font confiance aux communes en matière de logement. Concernant les autres échelons, plus l'on s'éloigne du local, plus la confiance s'affaiblit, jusqu'à l'État, seul échelon qui recueille une confiance minoritaire

Faites-vous confiance ou pas confiance à chacun des acteurs suivants pour agir dans le bon sens en matière de logement ?

- À tous, en % -



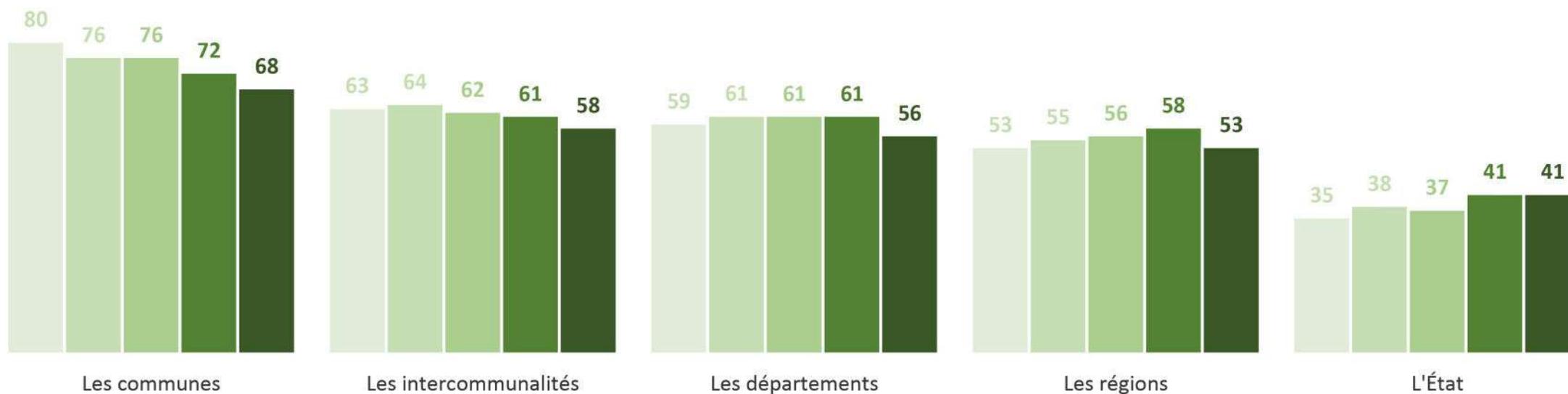
- Tout à fait confiance
- Plutôt confiance
- Plutôt pas confiance
- Pas confiance du tout
- Ne se prononce pas

Ce gradient de confiance est encore plus marqué chez les habitants des zones rurales et se dessine moins clairement chez les habitants de l'agglomération parisienne

Faites-vous confiance ou pas confiance à chacun des acteurs suivants pour agir dans le bon sens en matière de logement ?

- À tous, en % de réponses « Confiance » -

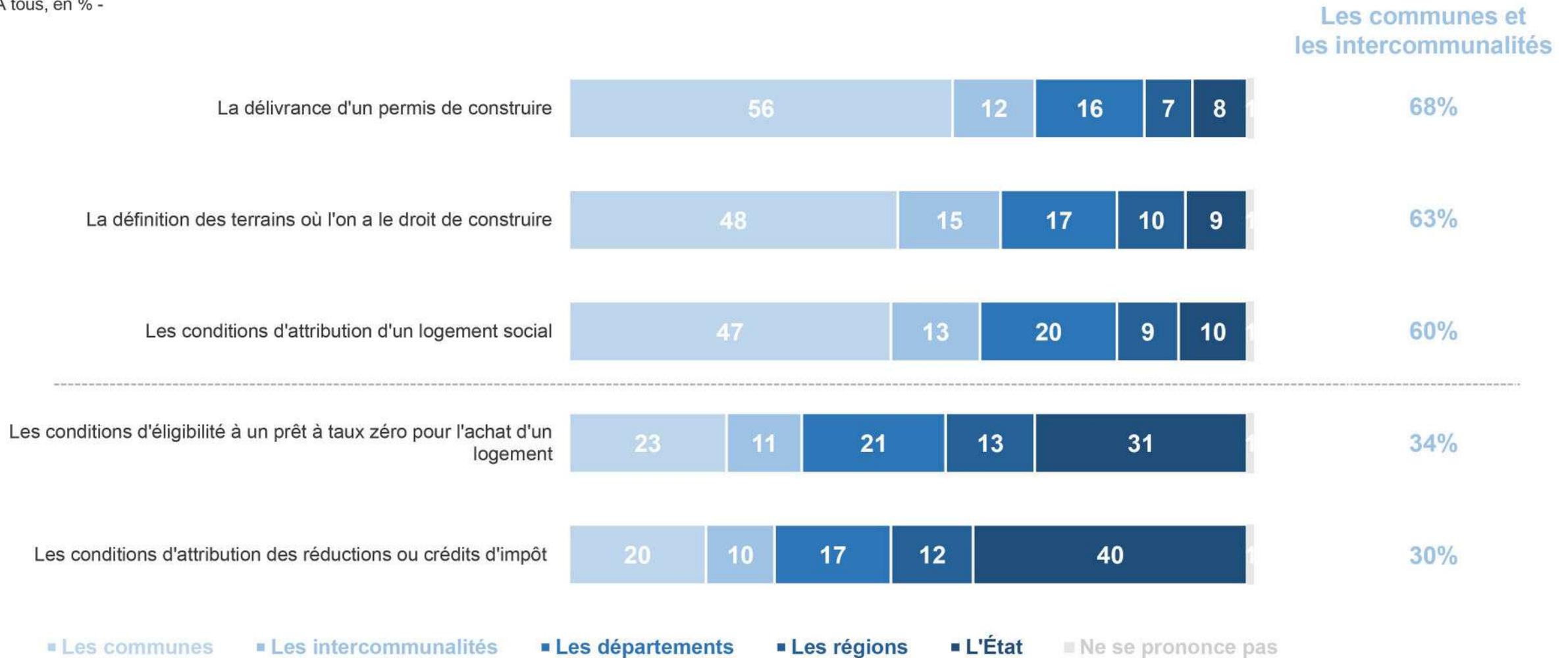
● Habitants de zones rurales ● Habitants de petites aggro. ● Habitants d'agglo. moyennes ● Habitants de grandes aggro. ● Habitants de l'agglo. parisienne



Les enjeux de construction locaux et l'attribution des logements sociaux sont davantage perçus comme relevant de la commune ou l'intercommunalité, tandis que l'attribution d'avantages financiers (prêts à taux zéro, crédits d'impôts) fait davantage débat

Et plus précisément, lequel de ces acteurs devrait être décisionnaire concernant... ?

- À tous, en % -

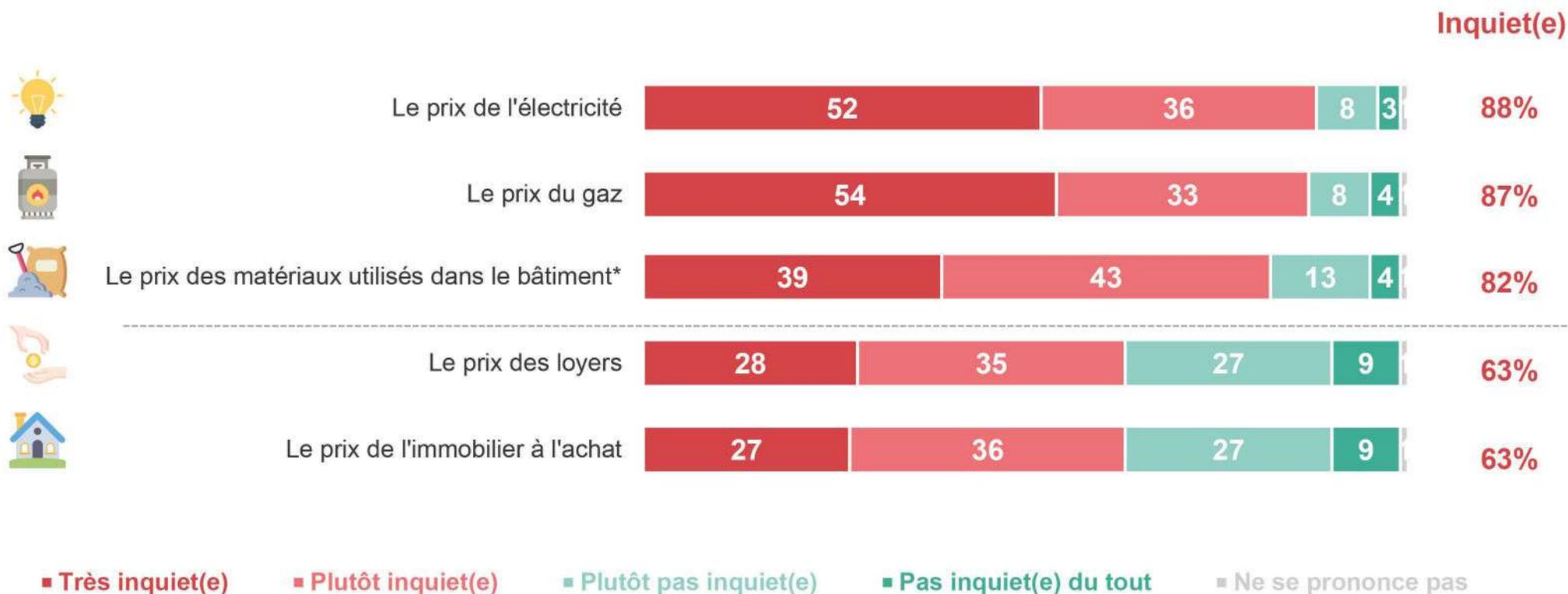


Des Français qui attendent le soutien de l'État face à une hausse des prix

Les Français montrent une forte appréhension quant à l'impact de la guerre en Ukraine sur l'évolution des prix en France, notamment celui des carburants. L'impact sur le marché immobilier s'avère moins redouté

Diriez-vous que vous êtes inquiet(e) ou pas inquiet(e) de l'impact de la guerre en Ukraine sur la France concernant... ?

- À tous, en % -



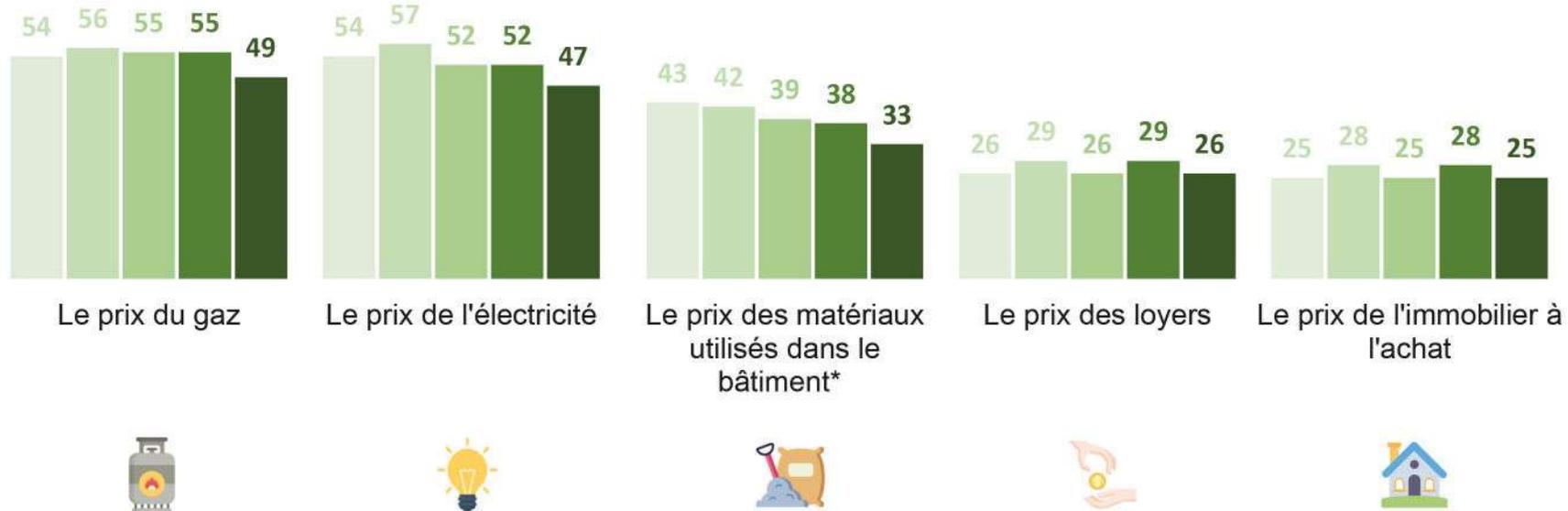
D'une manière générale, les femmes et les Français les plus seniors se montrent plus inquiets de l'impact de la guerre en Ukraine sur les prix

Les habitants de l'agglomération parisienne sont, d'une manière générale, moins inquiets que le reste des Français à propos de l'évolution des prix, tandis que les ruraux et habitants de petites agglomérations sont les plus inquiets, surtout à propos du prix des carburants

Diriez-vous que vous êtes inquiet(e) ou pas inquiet(e) de l'impact de la guerre en Ukraine sur la France concernant... ?

- À tous, en % de réponses « Très inquiet(e) » -

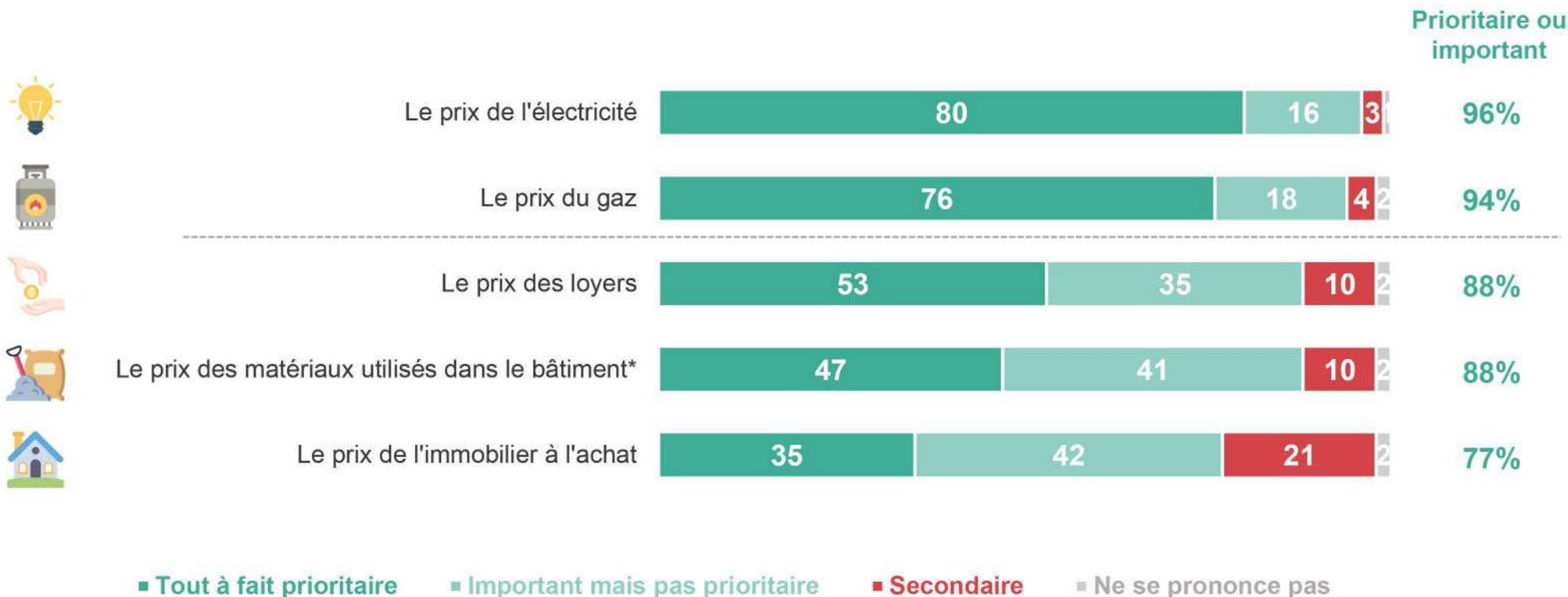
● Habitants de zones rurales ● Habitants de petites aggro. ● Habitants d'agglo. moyennes ● Habitants de grandes aggro. ● Habitants de l'agglo. parisienne



Inquiets, les Français attendent des mesures de la part de l'État pour réguler l'inflation, et en particulier la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires de base. Le prix des loyers, moins affecté par la situation internationale à leurs yeux, mérite néanmoins également une régulation de la part de l'État

Selon vous, aujourd'hui, est-il prioritaire, important ou secondaire que l'État prenne des mesures pour réguler... ?

- À tous, en % -



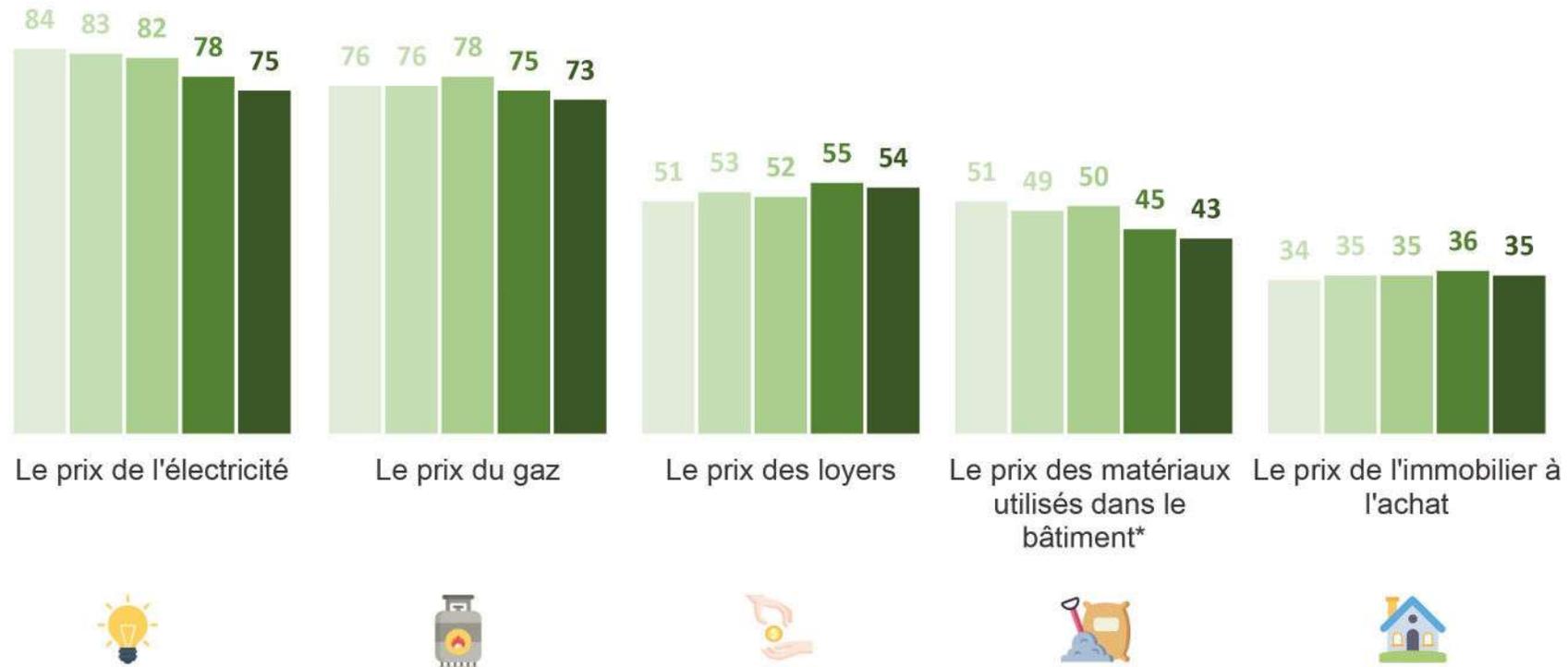
D'une manière générale, les femmes et les Français les plus seniors attendent davantage de la part de l'État pour réguler les prix de l'ensemble des produits

Plus que les autres Français, les ruraux attendent des mesures pour réguler les prix de l'électricité et des carburants. Les urbains, eux, mettent davantage l'accent sur la régulation des prix de l'immobilier, notamment les loyers

Selon vous, aujourd'hui, est-il prioritaire, important ou secondaire que l'État prenne des mesures pour réguler... ?

- À tous, en % de réponses « **Tout à fait prioritaire** » -

● Habitants de zones rurales ● Habitants de petites agglo. ● Habitants d'agglo. moyennes ● Habitants de grandes agglo. ● Habitants de l'agglo. parisienne

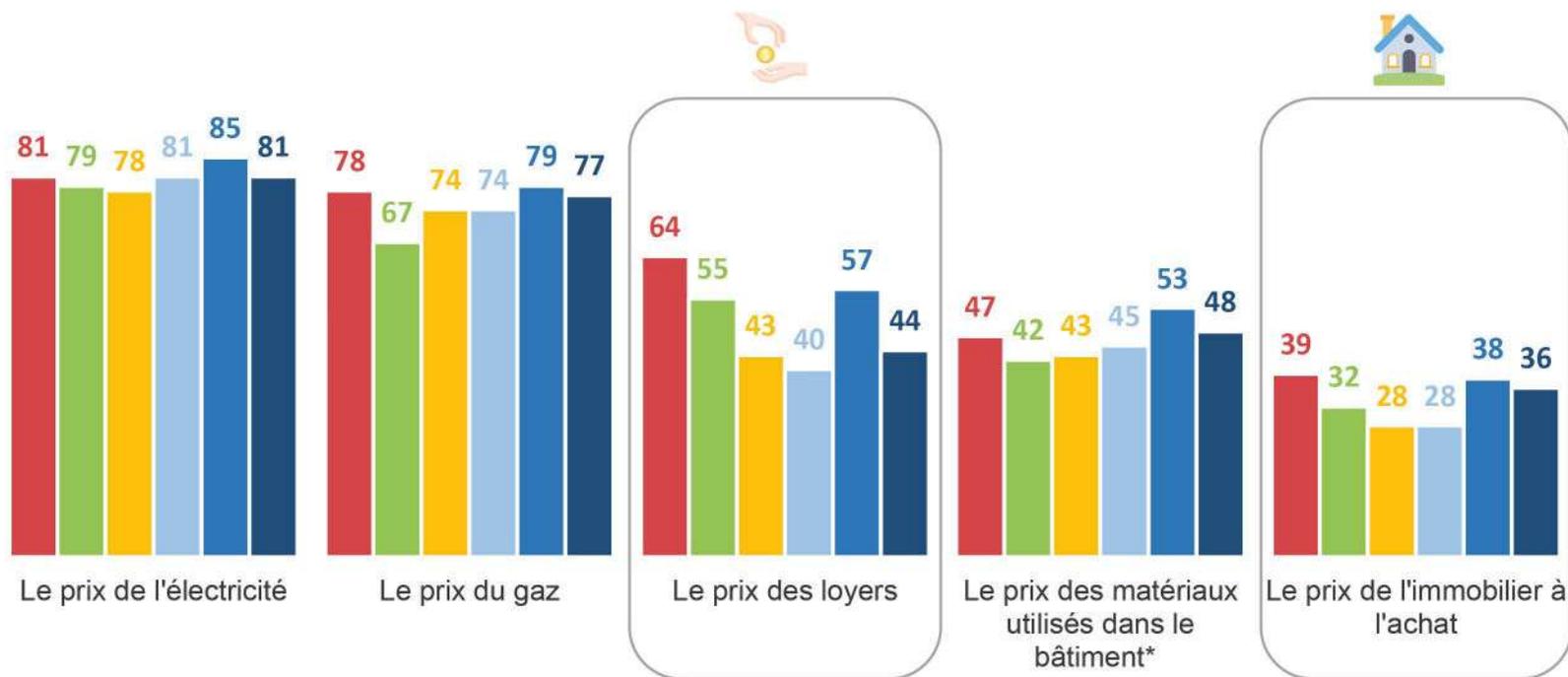


Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen sont particulièrement demandeurs d'une régulation des prix sur le marché immobilier – à la location comme à l'achat

Selon vous, aujourd'hui, est-il prioritaire, important ou secondaire que l'État prenne des mesures pour réguler... ?

- À tous, en % de réponses « Tout à fait prioritaire » -

● Électorat de Jean-Luc Mélenchon ● Électorat de Yannick Jadot ● Électorat d'Emmanuel Macron ● Électorat de Valérie Pécresse ● Électorat de Marine Le Pen ● Électorat d'Éric Zemmour



Ensemble de la population 80% 76% 53% 47% 35%

Contacts

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée des éléments techniques suivants : le **nom de l'institut**, le **nom du commanditaire** de l'étude, la **méthode d'enquête**, les **dates de réalisation** et la **taille de l'échantillon**.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur :



www.harris-interactive.com



[Facebook](#)



[Twitter](#)



[LinkedIn](#)

Contacts Harris Interactive en France :

- Jean-Daniel Lévy – Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion – 01 44 87 60 66 – jdlevy@harrisinteractive.fr